

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session

Rome, 13-14 septembre 2006

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À LA

RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

POUR LE

PROJET DE FINANCEMENT RURAL

Pour: **Approbation**

Note à l'intention des Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Leopold Sarr

Responsable du programme de pays

Tél.: +39-06-5459-2126

courriel: l.sarr@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
RECOMMANDATION POUR APPROBATION	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	v
RÉSUMÉ DU FINANCEMENT	vii
NOTE DE PRÉSENTATION	viii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA en Gambie	4
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Gambie	5
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	7
A. Zone d'intervention et groupe cible	7
B. Objectifs et portée	7
C. Composantes	7
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Caractéristiques novatrices	13
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	14
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN THE GAMBIA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN GAMBIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORKS (CADRES LOGIQUES)	3
IV. FLOW OF FUNDS (FLUX FINANCIERS)	9
V. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	10
VI. ORGANIZATIONAL CHART (ORGANIGRAMME)	12

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	dalasi (D)
1,00 USD	=	28 D
1,00 D	=	0,3571 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BAfD	Banque africaine de développement
COSOP	exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
GAMFINET	réseau gambien de la microfinance
GAMSAVINGS	Gambia Microfinance Savings Company Limited
IM	institutions de microfinancement
MVEC	mutuelles villageoises d'épargne et de crédit créées à l'initiative du FIDA
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	suivi et évaluation
SIG	systèmes de gestion informatisée
UAP	unité d'appui au projet
WWB	Banque mondiale des femmes

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

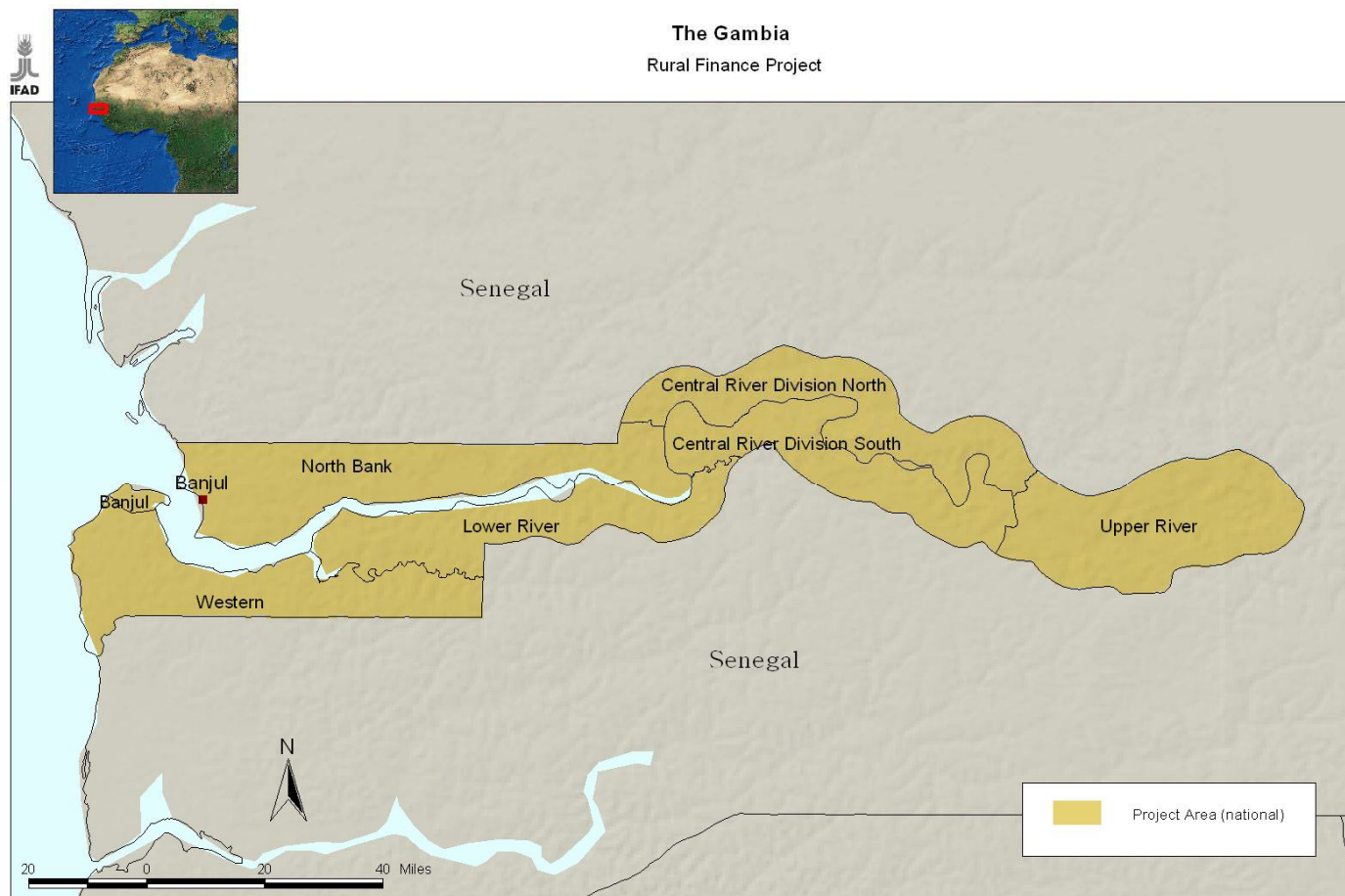
Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

RECOMMANDATION POUR APPROBATION

Il est recommandé que le Conseil d'administration approuve la recommandation concernant une proposition d'assistance financière à la République de Gambie pour le projet de financement rural, telle qu'elle apparaît au paragraphe 49.

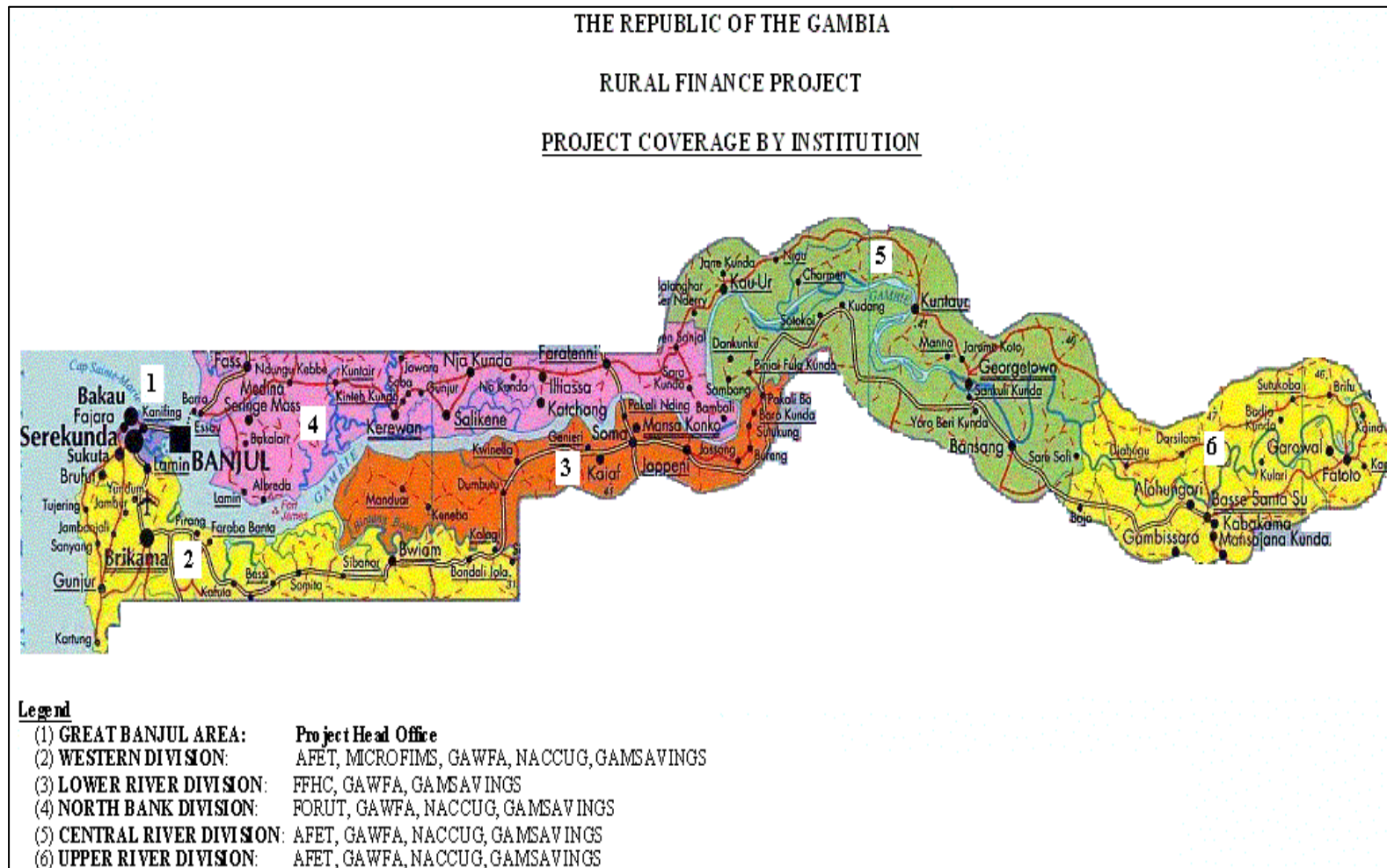
CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Lieu d'établissement des principales institutions de microfinancement en Gambie



Source: Site web du Gouvernement gambien

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE GAMBIE
PROJET DE FINANCEMENT RURAL
RÉSUMÉ DU FINANCEMENT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
GOVERNEMENT BÉNÉFICIAIRE:	République de Gambie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Secrétariat d'État à l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	8,73 millions de USD
MONTANT DU FINANCEMENT DU FIDA:	Prêt: 4,15 millions de DTS (équivalent approximativement à 6,12 millions de USD) Don: 280 000 DTS (équivalent approximativement à 400 000 USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR(S):	Aucun
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT BÉNÉFICIAIRE:	952 000 USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	382 000 USD
AUTRES (ANCIENNE LIGNE DE CRÉDIT):	873 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Supervision directe par le FIDA

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? À la fin du nouveau projet, 180 succursales rurales des institutions de microfinancement (IM) et 2 276 groupes membres de l'Association de financement des femmes gambiennes fourniront des services financiers à la clientèle rurale. Les mutuelles villageoises d'épargne et de crédit et trois institutions financières n'appartenant pas au système bancaire (l'Association de financement des femmes gambiennes, l'Association nationale des mutuelles de crédit de la Gambie et Gambia Microfinance Savings Company Limited) fourniront des services financiers appropriés à environ 180 000 clients, dont plus de la moitié seront des femmes. Ces quatre IM, dont le nombre actuel de clients est de 109 200, compteront 70 800 clients de plus. Le projet, bien qu'ayant pour bénéficiaires directs les IM elles-mêmes, vise à renforcer leurs capacités pour qu'elles soient à même de satisfaire les besoins en services financiers (épargne et prêt, assurance, etc.) des ruraux pauvres. Pour éviter que les IM s'éloignent de leur vocation lorsqu'elles tentent d'atteindre l'autosuffisance opérationnelle et financière, une approche innovante sera adoptée pour mobiliser les groupes villageois traditionnels (*kafos*) très répandus en instaurant une solide culture de la solidarité pour qu'ils aident le groupe cible du FIDA, composé d'hommes, de femmes et de jeunes ruraux pauvres, à devenir des clients des IM.

Pourquoi sont-ils pauvres? En 1998, 47% de la population gambienne vivait dans la pauvreté et 30% dans l'extrême pauvreté. Une enquête réalisée par le Programme alimentaire mondial en 2003 a constaté que la situation n'avait guère évolué. La pauvreté touche essentiellement le monde rural, où l'on trouve environ 91% de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté et 72% des pauvres qui travaillent dans l'agriculture de subsistance. Les principales causes de la pauvreté rurale sont les suivantes: i) la pression foncière croissante, y compris la baisse constante de la fertilité des sols; ii) la faible productivité et la grande vulnérabilité face aux caprices du climat; iii) le manque d'accès aux avoirs productifs (terre, eau, crédit, et formation et services-conseil); iv) le mauvais fonctionnement des marchés des intrants et des produits; v) la faiblesse des cours mondiaux de l'arachide, le produit d'exportation traditionnel; vi) la mauvaise gouvernance en milieu rural; et vii) l'absence de services sociaux de base.

Que fera le projet pour eux? Le projet leur fournira toute une gamme d'actions de soutien soigneusement ciblées visant à renforcer et à consolider les capacités des IM existantes pour qu'elles offrent des services financiers aux ruraux pauvres exerçant une activité économique, y compris la formation et l'assistance technique pour que les bénéficiaires puissent tirer le meilleur parti de ces services. Les principales IM existantes bénéficieront d'une aide pour que leur rayon d'action couvre toutes les zones rurales, de façon à encourager une saine concurrence sans pour autant risquer qu'elles soient trop nombreuses. Le renforcement des capacités des IM inclura l'assistance technique afin de mettre au point et de développer de nouveaux produits financiers et d'améliorer la logistique des systèmes de gestion informatisée, ainsi que d'assurer la formation du personnel. Les moyens dont disposent les prestataires de services techniques du pays seront renforcés pour fournir des services de conseil et de développement des entreprises à la clientèle rurale. Le projet favorisera également la création d'une organisation faîtière pour appuyer les mutuelles villageoises d'épargne et de crédit et fournir des fonds pour la formation à tous les niveaux (membres ordinaires, comités de gestion et caissiers). L'accès des communautés locales à l'infrastructure socioéconomique sera favorisé en établissant des liens avec les projets qui offrent des dons de contrepartie, y compris le projet de développement à l'initiative des communautés appuyé par la Banque mondiale.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au projet? Les bénéficiaires, directs et indirects, seront étroitement associés à la planification, à l'exécution et au suivi des activités ainsi qu'à l'évaluation de son impact sur leurs clients. Les ruraux, hommes et femmes, pourront faire entendre

leur voix dans le cadre d'un processus annuel d'évaluation participative: les évaluations seront réalisées à l'échelle des villages et leurs constatations présentées pour examen à leurs pairs par les représentants d'autres villages durant des ateliers organisés au niveau des divisions. Chacun de ces ateliers élira un homme et une femme pour représenter leur division aux consultations annuelles au cours desquelles les résultats seront examinés et des recommandations élaborées concernant les activités de l'année suivante.

Comment a été formulé le projet? Les principales IM ont travaillé en collaboration étroite avec les missions chargées de la conception, qui comprenaient plusieurs spécialistes gambiens ayant une vaste expérience de la microfinance et du développement communautaire. En outre, pour remédier au manque de données, ces derniers ont réalisé des enquêtes et études *ad hoc*, en associant les principales parties prenantes (par exemple les ministères, les partenaires techniques et financiers, les ONG nationales et internationales ainsi que les associations professionnelles des producteurs de biens et de services) au processus de formulation, sur une base réellement quotidienne. Les conclusions de la mission de préévaluation ont été présentées et validées lors d'un atelier auquel ont participé les principales parties prenantes.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION
D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À
LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE
POUR LE
PROJET DE FINANCEMENT RURAL**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière à la République de Gambie comprenant un prêt d'un montant de 4,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 6,12 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de financement rural, ainsi qu'un don de 280 000 DTS (équivalant approximativement à 400 000 USD). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La Gambie couvre une superficie de 11 300 km² et compte 1,5 million d'habitants; il s'agit donc de l'un des pays les plus fortement peuplés d'Afrique (plus de 130 habitants au km²). Si plus de la moitié de la population vit en milieu urbain, l'agriculture joue un rôle important dans les moyens de subsistance de plus des deux tiers de la main-d'œuvre. La terre et les ressources végétales se dégradent rapidement du fait de la pression exercée par la forte croissance démographique (4%). À ce rythme, la population doublera au cours des quinze prochaines années et le PIB par habitant devra progresser de 8% par an pour suivre. La Gambie a bénéficié d'un allègement intérimaire de sa dette accordé par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds monétaire international mais n'a pas encore atteint le point d'achèvement prévu dans le cadre du programme en faveur des pays pauvres très endettés.

2. Le PIB n'était que de 278 USD par an en 2003, l'agriculture y contribuant à hauteur de 30%, l'industrie et le secteur manufacturier de 11% et les services de 59%. L'économie dépend de plus en plus du tourisme pour ses recettes en devises (12%), bien que les exportations d'arachide, le commerce de réexportation et l'aide étrangère jouent encore des rôles importants. La Gambie se classe au 155^e rang des 177 pays qui figurent dans l'Indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (0,470 en 2003). Malgré de réelles améliorations au cours de la dernière décennie, les indicateurs sociaux restent faibles, l'espérance de vie à la naissance étant en moyenne de 55,7 ans, et les taux de mortalité des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans de 84 et de 135 pour 1 000 naissances, respectivement. Le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la malnutrition et la diarrhée sont encore à l'origine de 60 à 70% de la morbidité et de la mortalité. Les taux de prévalence du VIH/SIDA sont faibles mais en progression, et certains éléments donnent à penser que les chiffres officiels pourraient être sous-estimés. Plusieurs donateurs internationaux et ONG se préparent à appuyer une intervention concertée dans le pays.

3. **Agriculture.** Environ 69 000 familles agricoles dépendent de l'agriculture pluviale traditionnelle pour produire des aliments de base (céréales secondaires, riz et manioc), de l'arachide et des légumes à des fins semi-commerciales et du coton. Des conditions climatiques irrégulières, une pression foncière croissante, l'insuffisance de la commercialisation et du stockage, la faiblesse des services de vulgarisation et l'absence de crédit sont les causes sous-jacentes de la baisse de la

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

productivité et donc des revenus et de la sécurité alimentaire. Les céréales produites dans le pays couvrent à peine la moitié des besoins nationaux et les importations vont tripler d'ici à 2015. L'élevage est extensif. Les familles rurales sont de plus en plus souvent obligées de se tourner vers des activités économiques demandant peu ou pas de terre. Une étude conjointe réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque mondiale en 2005 classe ces activités sous trois rubriques: i) production (fabrication et artisanat); ii) services; et iii) activités transversales (commercialisation et mise sur le marché). La plupart des producteurs ruraux de biens et de services, y compris les agriculteurs, n'ont pas accès aux moyens financiers dont ils ont besoin pour investir dans des activités plus rémunératrices, ni aux connaissances et compétences requises.

4. **Capital social.** La décentralisation entamée en 1993 et interrompue par le coup d'État de 1994 a repris en 2002, et plusieurs donateurs, en particulier la Banque mondiale et l'Union européenne, fournissent à la Gambie une aide considérable. Les frontières des collectivités locales coïncident avec celles des divisions administratives, sauf pour la division Central River, où les zones situées au nord et au sud du fleuve sont des collectivités locales distinctes. Les comités de développement, à l'échelle des villages et des cantons, sont généralement considérés comme étant représentatifs. Les groupements villageois traditionnels, très répandus et qui n'excluent personne (*kafos*), restent des acteurs importants dans les affaires communautaires, en particulier ceux de femmes qui ont une culture particulièrement forte de la solidarité et de l'action collective. Les organisations agricoles principales sont la Fédération nationale des agricultrices, qui compte plus de 48 000 adhérentes dans 1 074 villages, et l'Association des agriculteurs, éducateurs et négociants.

5. **Pauvreté.** D'après une enquête réalisée par le Programme alimentaire mondial (2003), 31% des ménages ruraux gambiens vivaient dans l'insécurité alimentaire chronique et 20% parvenaient à satisfaire leurs besoins alimentaires durant moins de quatre mois tous les ans. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres sources font état d'une forte augmentation de la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, qui est passée de 58% en 1998 à 74% en 2003. Les ménages dirigés par une femme semblent les plus vulnérables, mais pour plus des quatre cinquièmes des ménages qui vivent dans une insécurité alimentaire chronique, le chef de famille est un homme. L'extrême pauvreté est plus marquée dans les zones rurales et plus de 90% des pauvres qui manquent de nourriture sont tributaires de l'agriculture. Le net contraste entre les conditions de vie rurales et urbaines s'explique par le manque de possibilités d'emploi et de subsistance et par la forte dépendance de l'agriculture traditionnelle en milieu rural.

6. Cinq **types principaux d'institutions** jouent un rôle dans le secteur de la microfinance rurale: i) les institutions de microfinancement (IM) qui fournissent des services financiers; ii) leurs clients, personnellement ou par le biais de leurs *kafos*; iii) le Département de la microfinance de la Banque centrale de Gambie, dont les attributions sont la supervision, la réglementation et l'émission des licences; iv) les prestataires de services techniques pour l'appui et la formation concrète, y compris le Centre de promotion de la microfinance pour la formation des formateurs ainsi que le réseau gambien de la microfinance (GAMFINET) pour ce qui est du travail en réseau, des actions de promotion et de sensibilisation ainsi que de la concertation sur le fond; et v) le Secrétariat d'État à l'agriculture, qui a pour mission de guider et de superviser le développement rural en général. Le Secrétariat d'État aux finances et aux affaires économiques ne participe pas directement au développement de la microfinance en milieu rural. Les services de la **microfinance** sont essentiellement assurés par les IM qui opèrent sur le marché semi-formel. Les quatre modèles principaux sont les mutuelles villageoises d'épargne et de crédit créées à l'initiative du FIDA (MVEC), le réseau des caisses de crédit mutuel regroupées au sein de l'Association nationale des mutuelles de crédit de la Gambie, la méthode des tontines qui est celle de l'Association de financement des femmes gambiennes et de la Gambia Microfinance Savings Company Limited (GAMSAVINGS), une société financière privée à responsabilité limitée. Ces trois dernières entités sont enregistrées en tant qu'institutions financières hors système bancaire. Les 11 autres IM sont des ONG ou des organismes qui acheminent les fonds de l'État ou des projets jusqu'aux pauvres.

7. D'après l'**étude de marché** réalisée avant la préévaluation, presque 109 200 personnes sont membres d'une IM, en tête desquelles vient l'Association de financement des femmes gambiennes (41,6% de membres), suivie par les MVEC (38,3%) et les caisses de crédit mutuel (20,1%). En 2006, le montant total des dépôts détenus par les IM s'élevait à 130 millions de D (environ 4,66 millions de USD). Les quatre principales formes de IM détenaient 130 millions de D (environ 4,66 millions de USD), soit 99,6% du total, dont 57,9% pour les caisses de crédit mutuel, 30,9% pour les MVEC, 8,1% pour l'Association de financement des femmes gambiennes et 3,1% pour GAMSAVINGS. En ce qui concerne les dépôts en milieu rural (49,82 millions de D, soit environ 1,78 million de USD), les MVEC arrivent en tête avec 80,8% du total, suivies par l'Association de financement des femmes gambiennes (12,1%), les caisses de crédit mutuel (7,1%) et GAMSAVINGS (0%). S'agissant des montants épargnés (42,89 millions de D, soit environ 1,53 million de USD), 77,7% des dépôts étaient détenus par les MVEC, suivies par l'Association de financement des femmes gambiennes avec 14,1% et les caisses de crédit mutuel avec 8,2%. Les constatations de cette étude et la répartition des opérations entre les IM montrent une **complémentarité frappante**, avec un chevauchement modéré des activités, et donc un faible risque de congestion du secteur. Le système des MVEC est le seul à opérer exclusivement en milieu rural alors que GAMSAVINGS est uniquement implanté en milieu urbain. L'Association nationale des mutuelles de crédit et l'Association de financement des femmes gambiennes sont présentes dans les zones tant rurales qu'urbaines. Une vaste proportion, voire la majorité, des clients des IM sont des femmes. Quarante pour cent seulement des membres individuels des MVEC sont des femmes mais 50 000 femmes, voire plus, ont accès au crédit par le biais des *kafos* membres. Les emprunteurs de l'Association de financement des femmes gambiennes sont exclusivement des femmes vivant à 90% en milieu rural mais une bonne part des ressources financières de ce système proviennent de la collecte effectuée porte à porte de l'épargne des hommes et femmes domiciliés en milieu urbain. Les mutuelles de crédit sont principalement tributaires d'une activité professionnelle et sont donc surtout urbaines, mais celles des zones rurales comptent presque deux fois plus de femmes que d'hommes. L'Association de financement des femmes gambiennes et l'Association nationale des mutuelles de crédit ont acquis une expérience du refinancement des MVEC dans le cadre du projet de financement rural et d'initiatives communautaires financé par le FIDA. Ces trois institutions financières hors système bancaire souhaitent développer leurs opérations en milieu rural, en particulier absorber les liquidités excédentaires. Il importera de veiller à ce que ce développement se passe de façon ordonnée pour à la fois permettre aux ruraux pauvres d'accéder aux services financiers et encourager le type de concurrence saine qui favorisera une gestion rationnelle.

8. **La gestion des principales IM** s'est régulièrement améliorée, quoique de façon quelque peu contrastée. L'appui fourni par la Banque mondiale des femmes (WWB) et par la Fondation de la Ligue irlandaise des caisses coopératives a permis à l'Association de financement des femmes gambiennes et à l'Association nationale des mutuelles de crédit de créer des organismes faïtiers, de mettre en place des systèmes de gestion informatisée (SGI) et de formuler des plans stratégiques et/ou d'activité, conformément au troisième objectif stratégique du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. GAMSAVINGS n'a pas encore défini son optique et sa mission et les MVEC n'en sont qu'à leurs balbutiements. Les SGI des quatre IM ont besoin d'être consolidés; aucune des quatre organisations n'a les compétences nécessaires pour mettre au point et développer de nouveaux produits financiers; leur autosuffisance opérationnelle est en moyenne faible et leur rayon d'action limité tant du point de vue du nombre de clients que de l'épargne mobilisée et des prêts accordés. Bien que la réduction de la pauvreté soit un but essentiel pour toutes les quatre, des données chiffrées ne sont pas disponibles.

9. **Le Département de la microfinance de la Banque centrale de Gambie** est le principal organisme de contrôle des IM et émet les licences aux institutions financières hors du système bancaire. Son mandat et ses attributions ont été définis avec plus de précision en 2003. **Le Secrétaire d'État à l'agriculture**, en tant que principale institution chargée de promouvoir le développement agricole et rural, a des compétences importantes en gestion des projets, y compris l'administration (passation des marchés, décaissements, retraits, etc.) des sept prêts accordés à ce jour par le FIDA. Il a également assuré la promotion du concept des MVEC depuis la fin des années 80. **Le Centre de promotion de la microfinance** a obtenu des résultats dignes d'éloges en dispensant une formation

dans des domaines génériques (par exemple la comptabilité et le contrôle interne) et vient récemment de terminer la construction d'un nouveau centre de formation. Ce dernier est néanmoins sous-équipé, il manque de personnel et doit encore élaborer les modules et programmes des cours dans les principaux domaines de formation ayant trait à la microfinance (par exemple gestion des liquidités, défaut de remboursement et étude des dossiers, et mobilisation des dépôts). De **nombreux prestataires de services techniques** souhaiteraient pénétrer le nouveau marché des services de développement de l'entreprise, y compris de nombreuses ONG, des consultants et des sociétés. Le réseau **GAMFINET** a été soutenu par la WWB en tant que forum permettant aux IM membres d'échanger leur expérience et d'engager un dialogue avec leur gouvernement. Après des débuts prometteurs, il a amorcé un déclin et la WWB lui a retiré son appui. Si ses buts et objectifs restent valables, il conviendrait d'en revoir l'optique et le mandat.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA en Gambie

10. **Aperçu général.** Le FIDA a financé sept projets en Gambie depuis 1982, pour un montant total de 108,38 millions de USD, dont 37,94 millions financés par des prêts. Six projets ont été cofinancés avec la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement (BAfD). Seul le **projet de financement rural et d'initiatives communautaires** a été financé exclusivement par le FIDA et le Gouvernement gambien. Les sept projets étaient tous axés sur le développement agricole (en particulier, le riz) et comportaient presque tous une composante crédit reposant sur le concept des MVEC, que le FIDA avait introduit à la fin des années 80 en collaboration avec la coopération allemande (Kreditanstalt für Wiederaufbau [Banque allemande de développement]). Les résultats en ont été suffisamment positifs pour justifier la conception et la mise en œuvre du projet de financement rural et d'initiatives communautaires dont l'objet était de: i) développer les services financiers ruraux; ii) tirer parti du capital social existant en travaillant par le biais des *kafos* traditionnels et très répandus, surtout ceux de femmes; et iii) promouvoir le développement agricole (dans deux divisions). Le projet de financement rural et d'initiatives communautaires s'achèvera à la fin de décembre 2006, après avoir été prolongé d'un an. L'autre projet du FIDA en cours en Gambie est le **projet de gestion intégrée participative des bassins versants**, qui a démarré en avril 2006 et porte sur les difficultés du développement des terres liées aux activités culturelles dans les plaines et sur les hauts plateaux.

11. Les **MVEC** ont montré qu'elles pouvaient répondre aux besoins des producteurs ruraux de biens et de services. L'absence notable de suspicion de la part des clients et la rareté des cas de fraude volontaire indiquent que le système est fondamentalement sain mais a besoin d'être renforcé. Leurs **points forts** sont essentiellement les suivants: i) leur connaissance approfondie de la clientèle rurale, y compris des petits exploitants agricoles et des petits entrepreneurs; et ii) leur implantation en milieu rural. Quant à leurs **principaux points faibles**, il s'agit des suivants: i) gouvernance médiocre due au manque de participation active; ii) compétences insuffisantes en gestion et comptabilité, à la fois pour les membres des comités de gestion et pour les caissiers (non rémunérés pour la plupart); iii) un SGI fondé sur des données erronées; iv) un affaiblissement de la discipline du crédit associé aux activités de développement de leur rayon d'action; v) une gamme limitée de produits financiers, souvent inadaptés pour les prêts concernant les cultures et l'équipement; vi) une faible audience auprès des plus pauvres qui ne sont pas en mesure de satisfaire aux prescriptions concernant les garanties; et vii) la médiocrité de leurs rapports financiers. La comptabilité des MVEC n'est pas préparée par des comptables qualifiés et n'a jamais fait l'objet d'aucune vérification. À la fin de 2006, toutefois, un audit technique complet des MVEC (qui utilise les fonds résiduels du projet de financement rural et d'initiatives communautaires) constituera un solide point de départ pour formuler des plans d'activité et consolider la gestion.

12. **L'évaluation intérimaire du projet de financement rural et d'initiatives communautaires** a recensé de nombreux aspects prometteurs mais constaté que les fondations en restaient très fragiles. Elle a recommandé de le remanier de façon radicale afin d'adopter une approche plus programmatique/sectorielle de la promotion du microfinancement rural et a jugé souhaitable

d'encourager la mise en place d'un processus d'apprentissage mutuel entre les divers types d'IM en vue de: i) déterminer les meilleures pratiques de fourniture de services financiers aux pauvres et; ii) jeter les bases d'un processus durable d'appui à l'élaboration des politiques et à la réglementation dans le secteur. Elle a aussi recommandé d'encourager les liens avec les plaques tournantes et les centres d'expertise de la microfinance. L'évaluation intérimaire a également recommandé qu'un nouveau projet travaille en collaboration particulièrement étroite avec les *kafos* féminins, qui ont permis à de nombreuses femmes sans ressources d'accéder aux services financiers. Elle a montré que les *kafos* féminins élargissaient leur conception traditionnelle de la solidarité et de l'assistance mutuelle en adoptant le "parrainage" des membres les plus pauvres de la communauté locale. Prenant en compte le même phénomène, l'Association de financement des femmes gambiennes a lancé un programme qui attribue des prix aux marraines.

13. **Exécution.** L'évaluation intérimaire a confirmé l'utilité des mesures élaborées par le FIDA au fil des ans et qui ont donné les meilleurs résultats dans le cadre des projets ayant adopté les dispositifs d'exécution ci-après: i) administration par une équipe de gestion restreinte, autonome, composée de spécialistes hautement qualifiés recrutés par voie d'appel à la concurrence; ii) sous-traitance des responsabilités sur le terrain à des partenaires d'exécution qualifiés; et iii) mise en place de contrats fondés sur la qualité des prestations énonçant clairement les mandats et les sanctions prévues. Le suivi et évaluation (S&E) est le principal point noir de la plupart des projets financés par le FIDA. Le système de S&E du projet de financement rural et d'initiatives communautaires, par exemple, a été maintes fois revu, mis en service et adapté mais n'a jamais été correctement entretenu ou utilisé; de plus, le personnel en charge du S&E n'avait pas les qualifications ou la formation nécessaires. La fonction du S&E en tant qu'outil de gestion a été négligée et les preuves de l'impact du projet sont indirectes.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Gambie

14. **Politique gambienne de lutte contre la pauvreté.** L'action gouvernementale de diversification de la production agricole et rurale se heurte à de nombreuses difficultés. Le gouvernement souhaite diversifier l'agriculture pour qu'elle ne repose plus uniquement sur l'arachide et les cultures de subsistance, en améliorant: i) la gestion de l'eau; ii) la fertilité des sols; iii) la recherche et la vulgarisation; et iv) le financement rural, pour les activités tant agricoles que non agricoles. La deuxième stratégie de lutte contre la pauvreté a les objectifs ci-après : i) instaurer un environnement porteur pour promouvoir la croissance et la réduction de la pauvreté; ii) renforcer la capacité de production et la protection sociale des populations pauvres et vulnérables; iii) mieux répondre aux besoins fondamentaux des pauvres qui n'ont pas été satisfaits; iv) renforcer la capacité de développement local axé sur l'être humain par le biais de la décentralisation; et v) intégrer l'égalité entre les sexes, les questions environnementales, la nutrition, la gouvernance et la sensibilisation au VIH/SIDA dans tous les programmes de développement. Les secteurs essentiels sont l'agriculture, l'éducation et la santé.

15. **Activités de lutte contre la pauvreté des autres grands donateurs.** La plupart des donateurs qui interviennent en Gambie ont adhéré à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les discussions menées avec les donateurs en charge des projets ci-après ont mis en évidence toute une gamme de possibilités de collaboration fructueuse: i) le projet de développement à l'initiative des communautés appuyé par la Banque mondiale qui a pour objet de renforcer la gouvernance locale dans le contexte de la décentralisation (dons de contrepartie pour le développement des infrastructures productives et sociales; renforcement de l'offre de services de développement des entreprises; formation approfondie à l'intention des dirigeants locaux élus et du personnel, etc.); ii) les deuxièmes phases du fonds de développement social et des projets d'amélioration des compétences communautaires, qui seront financées par la BAFD (appui aux centres polyvalents de développement de la microentreprise, dons de contrepartie, crédit, formation technique/gestionnaire spécialisée et services de développement des entreprises); iii) la deuxième phase du programme de lutte contre l'exclusion sociale et économique financée par le PNUD et exécutée par l'Organisation internationale

du travail (formation des chefs d'entreprise, services de développement des entreprises et crédit); et iv) le projet de gestion intégrée participative des bassins versants (vulgarisation et conseils sur la mise en valeur et le développement des rizières et des terres cultivées en altitude). Diverses ONG internationales participent à cette action de façon à tirer parti de leur complémentarité et à créer des synergies, en particulier dans le domaine du développement social (y compris VIH/SIDA).

16. **Stratégie du FIDA en Gambie.** Les opérations du FIDA en Gambie s'inscrivent dans le cadre de l'exposé des options et stratégies (COSOP) arrêtées pour le pays en 2003, dont les grands axes sont les suivants: i) continuer à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la pauvreté rurale; ii) accorder une attention prioritaire aux domaines dans lesquels les interventions passées ont donné de bons résultats, pour lesquels le Fonds jouit d'un avantage comparatif et peut montrer la voix à suivre; iii) instaurer une collaboration étroite avec d'autres organismes et institutions financières internationales, en application de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide; et iv) se conformer à la stratégie régionale du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le COSOP envisage la formulation de deux projets dans les domaines suivants: i) gestion des ressources naturelles (poursuite de l'action entamée dans le cadre du programme de développement agricole des basses terres); et ii) microfinance rurale (pour consolider les réalisations de la composante relative au financement rural du projet de financement rural et d'initiatives communautaires). Il recommande également que les projets futurs continuent d'adopter les méthodes d'exécution ayant donné de bons résultats, notamment la création d'équipes de gestion *ad hoc* restreintes et autonomes pour guider l'exécution et le suivi effectués par des partenaires sous contrat (sous-traitance).

17. **Justification du projet.** La Gambie satisfait aux conditions minimales imposées en matière de faisabilité de l'investissement dans le financement rural du fait de sa densité de population, d'un taux d'inflation relativement bas, de la libéralisation de son marché financier, de l'existence d'un réseau capillaire d'activités commerciales et de marchés, et d'une économie fortement monétisée, même en milieu rural. Le retour à la démocratie semble durable et le degré de sécurité et de stabilité politique du pays est exceptionnel pour la région. Les quatre IM principales ont plusieurs années d'expérience et parviennent à offrir une gamme de services financiers dans un environnement qui ne leur a pas toujours été entièrement favorable; elles ont aidé bien des gens à se libérer de la pauvreté. Elles souhaitent toutes aider les membres les plus démunis de la société locale, qui ont généralement peur de s'endetter et/ou ne peuvent fournir de garantie. Leurs réalisations doivent être consolidées et leur rayon d'action développé, d'un point de vue géographique tout comme de celui de la desserte des pauvres.

18. Il existe d'excellentes raisons pour le FIDA de s'attaquer à cette tâche: i) le Fonds est un acteur important dans le domaine de la microfinance rurale; ii) toutes les zones rurales ne sont pas encore desservies; iii) les plus pauvres ne le sont probablement pas; et iv) toutes les carences actuelles des IM doivent être comblées. Mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès des ruraux pauvres aux capitaux et aux marchés est conforme à la stratégie régionale du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ainsi qu'à la politique du FIDA concernant le financement rural, à savoir: i) mettre en place une infrastructure financière rurale; ii) encourager la pérennité des institutions et mieux desservir les ruraux pauvres; et iii) favoriser la mise en place d'un environnement politique et réglementaire propice. Le projet va palier une insuffisance criante de l'aide extérieure accordée au pays.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone d'intervention et groupe cible

19. Le projet proposé vise les six divisions rurales de la Gambie en vue de développer et de consolider les services financiers favorables aux pauvres répondant aux besoins des petits producteurs de biens et de services. La population ciblée représente environ 700 000 personnes appartenant à 69 000 ménages ruraux. Le groupe cible du projet est défini comme comprenant "les ruraux pauvres exerçant une activité économique, en particulier ceux qui appartiennent à des ménages vivant dans une insécurité alimentaire chronique", lesquels représentent environ un tiers des ménages du pays et deux tiers des ménages vivant dans l'insécurité alimentaire. Les membres de ce groupe cible seront nécessairement des bénéficiaires "indirects" du projet, dans la mesure où les bénéficiaires "directs" en seront les institutions qui seront renforcées parce qu'elles sont des acteurs essentiels d'un environnement favorable à la réduction de la pauvreté rurale.

20. La couverture du groupe cible que constituent les hommes, les femmes et les jeunes qui vivent dans l'insécurité alimentaire chronique sera élargie par le biais d'un dispositif qui récompensera les *kafos* acceptant d'élargir leur appui traditionnel aux membres les plus pauvres de la communauté locale en les parrainant pour qu'ils deviennent de futurs clients des IM. Leur connaissance des difficultés que rencontrent les pauvres fournira des indications précieuses pour les deux autres axes de cette stratégie de ciblage: i) la mise au point de produits financiers destinés aux pauvres; et ii) la recherche des pratiques optimales dans l'optique de la reproduction des actions à plus ou moins grande échelle. La méthode de ciblage par "encadrement des parrains" se justifie par les preuves convaincantes recueillies quant à l'importance du rôle traditionnel que jouent les *kafos* à la fois en tant que filet de sécurité et en tant qu'acteurs dynamiques du développement communautaire.

B. Objectifs et portée

21. Le projet a pour objectif global de développement l'instauration d'un climat favorable à la microfinance en vue de réduire la pauvreté rurale en renforçant les IM existantes sélectionnées et en augmentant leur rayon d'action en milieu rural. Les objectifs spécifiques en sont les suivants: i) promouvoir les IM rurales autosuffisantes (MVEC et institutions financières hors système bancaire); ii) veiller à améliorer leur accès aux prestataires de services techniques d'appui adaptés et très qualifiés; iii) nouer des partenariats mutuellement bénéfiques avec d'autres projets; et iv) s'assurer que les recettes des financements du FIDA sont utilisées de façon rationnelle.

C. Composantes

22. Le projet cherchera à atteindre ces objectifs dans le cadre de trois composantes techniques: a) développement institutionnel des IM; b) développement institutionnel des organismes d'appui et des prestataires de services techniques; et c) exécution.

Composante A – Développement institutionnel des IM (MVEC et institutions financières hors système bancaire)

23. La composante A comprend six volets, dont deux ont pour objet de renforcer les MVEC rurales et les quatre autres l'environnement général.

24. Dans le cadre de la **sous-composante A1**, les bâtiments utilisés par les MVEC comportant des défauts structurels seront rénovés et équipés de coffres-forts. Des ordinateurs et des motocyclettes seront fournis à 16 MVEC au plus pour effectuer leurs opérations sur le terrain et 10 nouvelles MVEC seront installées dans les centres polyvalents relevant du fonds de développement social, ce qui portera leur nombre total à 80. Les caissiers, les comités de gestion et les membres pourront bénéficier d'une formation intensive pour: i) améliorer la qualité de la gestion et des contrôles internes; et

ii) accroître le réservoir de ceux qui ont les compétences requises pour devenir membres des comités de gestion.

25. Dans le cadre de la **sous-composante A2**, les MVEC seront encouragées à créer une organisation faîtière constituée de deux "réseaux" d'environ 40 unités chacun. Des dispositions seront prises concernant la construction du bâtiment du siège, l'achat des véhicules et du matériel et le financement des coûts d'exploitation, la formation et l'assistance technique. L'assistance technique concernera: i) la création d'une IM qui assurera un suivi étroit des opérations des MVEC; et ii) la mise au point de nouveaux produits financiers en portant une attention spéciale aux ruraux pauvres et aux femmes. Les sous-composantes A1 et A2 seront exécutées en parallèle pour s'assurer que l'organisation faîtière s'appuie sur des MVEC fortes.

26. Les **sous-composantes A3 à A5** fourniront un appui ciblé pour que les efforts actuellement mis en œuvre par les institutions financières hors système bancaire pour développer leurs opérations en milieu rural complètent le panorama de la microfinance d'une façon harmonieuse. Leurs prestations financières en faveur des clients ruraux seront renforcées en leur fournissant des moyens de transport, des ordinateurs et du matériel, une formation et une assistance technique. GAMSAVINGS pourra bénéficier d'un appui sous réserve qu'elle ait déjà ouvert au moins une nouvelle succursale rurale.

27. La **sous-composante A6** porte sur le dispositif de refinancement qui sera créé dans le cadre du projet de financement rural et d'initiatives communautaires et qui sera mis à la disposition du présent projet. Ces fonds seront rétrocédés aux IM qui connaissent des difficultés de liquidités, en particulier les MVEC qui n'ont pas accès à l'épargne urbaine. Le dispositif de refinancement pourra être utilisé pour financer les contributions locales sous forme de dons de contrepartie qu'offrent ou qu'offriront plusieurs autres projets à titre d'investissements collectifs, économiques et/ou sociaux.

Composante B – Développement institutionnel des organismes d'appui et des prestataires de services techniques

28. La composante B comporte quatre volets, dont trois aideront trois types d'organismes d'appui à s'acquitter de leurs responsabilités: environnement porteur/cadre réglementaire; formation/appui et travail en réseau/promotion et sensibilisation.

29. Dans le cadre de la **sous-composante B1**, les moyens dont dispose le Département de la microfinance de la Banque centrale de Gambie pour superviser et réglementer les opérations des IM seront renforcés en les aidant à réviser leurs critères d'évaluation, en leur fournissant des moyens de transport et des ordinateurs, en améliorant leur SGI et en remettant à niveau les compétences du personnel. La **sous-composante B2** accroîtra les moyens du Centre de promotion de la microfinance pour en faire un centre d'excellence en la matière en lui fournissant des ordinateurs et du matériel auxiliaire, en offrant une formation et une assistance technique pour mettre au point les modules et programmes de formation requis pour: i) assurer la formation des formateurs et fournir un appui aux prestataires de services techniques spécialisés dans les services de développement des entreprises; et ii) assurer leur accréditation et la qualité de leurs services. La **sous-composante B3** aura pour objet d'aider à réexaminer le mandat et les buts de GAMFINET ainsi que de formuler son plan stratégique et ses programmes. Dans le cadre de la **sous-composante B4**, le Centre de promotion de la microfinance formera une vingtaine de personnes pour qu'elles soient en mesure d'assurer la formation des clients des IM et de leur fournir des services dans le domaine du développement des entreprises ainsi que d'aider les nouvelles MVEC à préparer leurs états financiers. Il est prévu de financer le coût des services techniques fournis aux MVEC, des visites semestrielles d'appui effectuées par l'unité de la microfinance du Fonds d'équipement des Nations Unies basé à Dakar, ainsi que des évaluations de l'impact environnemental.

Composante C – Exécution

30. Dans le cadre de cette composante, un don sera accordé pour fournir les compétences de haut niveau qui ne sont pas disponibles dans le pays (prestataires extérieurs de services techniques), et pour financer les coûts de mise en place d'une unité d'appui au projet (UAP) réduite, autonome, opérationnelle et très qualifiée. Un coordonnateur de projet ayant une expérience considérable du développement rural sera assisté de cinq spécialistes, dont un coordonnateur adjoint expert en microfinance, un responsable du S&E ayant de solides connaissances de l'analyse et de la rédaction, deux responsables des opérations sur le terrain ayant des connaissances en microfinance pour l'un et en mobilisation et ciblage communautaires pour l'autre et un directeur des finances et de l'administration. Des dispositions sont également prises pour financer deux assistants du directeur des finances et de l'administration et son personnel d'appui.

31. Les opérations sur le terrain et la plupart des fonctions de S&E seront sous-traitées à des spécialistes aux termes de contrats fondés sur la qualité des prestations qui feront l'objet d'un suivi étroit. Un expert hautement qualifié en technologies de l'information sera engagé pour s'occuper du SGI et des bases de données et fournir à l'UAP des tableaux mis à jour chaque semaine. L'enquête de référence qu'il est envisagé de réaliser au cours de la première année dans le cadre du **système de gestion des résultats et de l'impact** sera répétée lors de l'examen à mi-parcours et à la fin du projet de façon à mesurer l'impact. Une **procédure participative d'évaluation** menée étape par étape permettra à la clientèle rurale de faire davantage entendre sa voix au cours des examens annuels des résultats. Une aide technique à la planification sera proposée dans le cadre d'un don régional d'appui au S&E qui sera présenté au Conseil d'administration en décembre 2006.

D. Coûts et financement

32. Le coût du projet proposé, d'une durée de six ans, est évalué à 8,73 millions de USD, y compris les provisions pour imprévus, les taxes et les droits, ainsi qu'un don du FIDA de 280 000 DTS (400 000 USD). Un prêt du FIDA, d'un montant de 4,15 millions de DTS (6,12 millions de USD), couvrira 70,1% de ce coût, la contribution du gouvernement s'élevant à 952 000 USD (10,9%), principalement sous forme d'exonération de taxes et de droits. La ligne de crédit du projet de financement rural et d'initiatives communautaires (environ 873 000 USD, 10%) sera mise à la disposition de l'UAP. Les contributions des IM et des prestataires de services techniques (382 000 USD, 4,4%) se rapportent essentiellement à la logistique liée à la formation et à certains coûts d'entretien et d'exploitation. On trouvera aux tableaux 1 et 2 les coûts du projet, par composante, et le plan de financement. La clôture du projet interviendra six mois après le sixième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord de financement.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement institutionnel des IM	3 846	1 386	5 231	26	66
Développement institutionnel des organismes d'appui et des prestataires de services techniques	607	143	750	19	9
Exécution (coordination, S&E, prestataires extérieurs de services techniques)	1 525	423	1 949	22	25
Total des coûts de base	5 978	1 952	7 930	25	100
Provisions pour aléas d'exécution	171	99	270	37	3
Provisions pour aléas financiers	384	141	525	27	7
Coût total du projet	6 533	2 192	8 725	25	110

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Autres		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Développement institutionnel des IM	3 966	68,2	-	-	635	10,9	345	5,9	873	15	5 819	66,7	1 576	3 607	635
Développement institutionnel des organismes d'appui et des prestataires de services techniques	652	80,4	-	-	123	15,1	37	4,4	-	-	812	9,3	153	536	123
Exécution (coordination, S&E, prestataires extérieurs de services techniques)	1 501	71,7	400	4,6	194	9,3	-	-	-	-	2 095	24,0	464	1 438	194
Coût total du projet	6 119	70,1	400	4,6	952	10,9	382	4,4	873	10	8 725	100	2 192	5 581	952

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

33. **Passation des marchés.** Un nombre approprié d'agents locaux de fournisseurs internationaux sont présents dans le pays et, dans la mesure du possible, les marchés seront regroupés pour obtenir des prix intéressants. Des procédures d'appel d'offres nationales seront appliquées pour acheter des biens, des véhicules et du matériel pour des montants supérieurs ou égaux à 50 000 USD. Pour les contrats d'un montant inférieur ou égal à 50 000 USD, on recourra à des procédures de consultations de fournisseurs nationaux ou internationaux. Les contrats des consultants seront accordés par voie d'appel à la concurrence internationale pour les prestataires extérieurs de services techniques et par voie d'appel à la concurrence nationale pour les prestataires de services techniques et consultants locaux. Les contrats concernant les travaux de génie civil qui se limitent à la rénovation des bâtiments existants seront passés par voie d'appel à la concurrence nationale. Le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois de l'exécution devra être convenu avant que l'accord de financement ne puisse entrer en vigueur. Il sera mis à jour au moment de la création de l'UAP et sera approuvé par le FIDA dans le cadre du premier plan de travail et budget annuel du projet, avant que le premier retrait soit effectué sur le compte du prêt.

34. **Décaissements.** Un compte spécial au nom du projet, libellé en dollars des États-Unis, sera ouvert par le gouvernement à la Banque centrale de Gambie, dont le montant autorisé sera de 450 000 USD. Ce compte spécial sera alimenté conformément aux procédures définies dans l'accord de financement. Un compte sera également ouvert en dalasis pour recevoir les fonds de contrepartie. Un montant équivalant à 30 000 USD sera déposé en trois versements de 10 000 USD chacun, pour financer les dépenses de la première année non visées par l'exonération des taxes et droits. Le compte du projet sera réalimenté au début de chaque exercice budgétaire.

35. **Comptabilité et vérification des comptes.** L'UAP veillera à ce que tous les comptes soient tenus conformément aux pratiques du gouvernement en vigueur et aux normes comptables internationales. La création d'un système comptable agréé est une condition préalable aux décaissements. Des relevés semestriels consolidés des comptes du projet seront établis et présentés au FIDA. Un audit financier et un audit de la gestion seront effectués chaque année par un cabinet d'audit comptable international agréé par le FIDA. Les comptes vérifiés et le rapport du commissaire aux comptes, y compris un avis distinct sur les relevés des dépenses et le compte spécial, seront envoyés au FIDA dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice budgétaire. L'UAP sera chargée de l'application dans les meilleurs délais des recommandations des audits. Le produit des prêts servira à payer les honoraires des cabinets d'audit.

F. Organisation et gestion

36. Le Secrétariat d'État à l'agriculture sera l'**organisme d'exécution**, compte tenu de ses attributions en matière de développement rural et de son expérience de longue date de la gestion des projets financés par le FIDA. Ce projet sera directement supervisé par le FIDA. Un **comité de pilotage du projet** sera créé pour guider l'exécution, superviser la planification, examiner les progrès et l'impact et maintenir des liens étroits avec les autres projets et les services de l'État. Coprésidé par les Secrétariats d'État à l'agriculture, aux finances et aux affaires économiques, il sera composé de représentants des institutions publiques concernées, des principaux projets et partenaires d'exécution, des bénéficiaires directs et indirects (IM et prestataires de services techniques ainsi que leurs clients). La **gestion quotidienne** sera confiée à une équipe restreinte de spécialistes très qualifiés, dont les principaux seront recrutés par voie d'appel à la concurrence, les candidats pouvant venir d'institutions publiques ou privées. Ils devront avoir les qualifications adéquates et au moins cinq ans d'expérience. Leur nomination devra être agréée par le FIDA et leurs contrats pourront être périodiquement renouvelés, sous réserve que les évaluations annuelles de leurs prestations soient satisfaisantes.

37. Comme l'a recommandé l'évaluation intérimaire, la plupart des **activités de S&E** seront sous-traitées. Le responsable du S&E, au sein de l'UAP, aura pour tâche très importante d'analyser les tableaux mis à jour hebdomadairement, de compléter l'information en trouvant de nouvelles sources, et de rédiger des rapports hebdomadaires à l'intention du coordinateur du projet. Ces rapports ont pour objet d'attirer l'attention des responsables sur l'ensemble des questions, tendances et problèmes qui pourraient avoir des répercussions, positives ou négatives, sur les chances que le projet atteigne son but et ses objectifs. Le responsable du S&E préparera également les rapports concernant le projet à partir des rapports trimestriels d'activité de tous les partenaires et de toutes les parties prenantes.

38. La conception du nouveau projet met nettement l'accent sur la nécessité d'harmoniser les procédures avec celles des autres acteurs du développement dans le pays. La Banque mondiale, en particulier, s'est montrée intéressée par la création d'une base de données commune (centrale) que pourraient utiliser et enrichir aussi bien les responsables du projet de développement à l'initiative des communautés que ceux du projet de financement rural. Il est probable que d'autres opérateurs répondront positivement si on les invite à l'utiliser ou à y contribuer. Outre qu'elle réduira le risque de variabilité des statistiques nationales, qui se pose actuellement dans le pays, cette base de données sera un fondement solide pour le système que le gouvernement souhaite créer pour suivre les progrès de la réduction de la pauvreté. En raison du chaos considérable que peut entraîner la manipulation d'un système à sources et utilisateurs multiples, un informaticien hautement qualifié sera recruté.

39. Les activités de formation et de renforcement des capacités appuyées par le projet seront mises en œuvre sur la base du partage des coûts, les bénéficiaires prenant à leur charge une partie des coûts de la logistique. Ces fonds seront budgétisés séparément mais des procédures réglementaires normalisées seront appliquées pour pouvoir en bénéficier (fonds de formation pilote).

40. Un dispositif de coordination tripartite encouragera la compréhension mutuelle et la collaboration entre: i) les agriculteurs, par le biais de leurs organisations; ii) les prestataires de services techniques recrutés et les agriculteurs qui assurent le "parrainage" et exercent des activités économiques rentables dans l'agriculture ou en dehors; et iii) les IM offrant des services financiers aux populations rurales exerçant une activité économique. Le responsable des opérations sur le terrain, qui sera également responsable des problématiques hommes-femmes et VIH/SIDA, facilitera les relations entre les IM et les organisations agricoles, en particulier. Un manuel relatif à l'exécution du projet sera rédigé par un consultant qui décrira les procédures opérationnelles applicables en la matière.

G. Justification économique

41. À la fin du projet, environ 180 000 clients, soit 70 800 de plus, auront accès à des services financiers durables dans 180 succursales rurales, dont 80 MVEC et 100 caisses de crédit mutuel, et 2 276 groupements membres de l'Association de financement des femmes gambiennes. Le nombre de ménages correspondant est estimé à 45 000 (quatre personnes exerçant une activité économique par ménage), dont il est probable que plus de 35 000 vivront en milieu rural, soit environ la moitié du nombre total de familles de petits exploitants agricoles du pays. Les IM bénéficiant de cette aide mobiliseront 353,5 millions de D (environ 12,63 millions de USD) sous forme d'épargne et accorderont des prêts représentant au total 235,9 millions de D (environ 8,07 millions de USD). Le ratio prêt-dépôt des MVEC et de GAMSAVINGS s'améliorera considérablement, celui de l'Association nationale des mutuelles de crédit de la Gambie restant assez stable et celui de l'Association de financement des femmes gambiennes pouvant être légèrement en baisse.

42. L'analyse financière de six des activités génératrices de revenu les plus populaires en 2007 donne un taux de rendement interne de 37% voire plus, dans tous les cas sauf pour la transformation du poisson (23%). Les autres activités rémunératrices sont la transformation de l'arachide (44%), du riz des hauts plateaux (53%), des légumes (40%), du manioc (37%) ainsi que l'activité de teinture par

noyage (48%). Ces niveaux sont raisonnables et devraient améliorer sensiblement la sécurité alimentaire des ménages et permettre à la plupart des clients des IM de commencer ou de continuer à accumuler des biens. Le produit de toutes ces activités est supérieur au salaire minimum quotidien (25 D, soit environ 0,90 USD).

H. Risques

43. Les risques liés aux conditions climatiques et à la fluctuation des cours mondiaux seront atténués du fait que de nombreuses activités rémunératrices seront financées par des IM plus solides. Le risque de répétition des résultats médiocres du S&E est pris en compte par la sous-traitance de cette activité à des prestataires de services techniques avec lesquels seront conclus des contrats fondés sur la qualité de leurs prestations. Pour ce qui est du risque de non-exécution des activités, des dispositions ont été prises à la fois en ce qui concerne la supervision directe par le FIDA et les visites périodiques effectuées par des partenaires très qualifiés (unité de la microfinance du Comité des politiques de développement des Nations Unies à Dakar). Les partenaires dont les prestations seront médiocres ne pourront plus accéder aux fonds du projet après deux avertissements. Le risque que les services des prestataires extérieurs puissent ne pas être de la qualité prévue est pris en compte par une clause contractuelle qui prévoit le dépôt d'une garantie de bonne exécution ou d'une garantie bancaire et la définition d'un mandat précis indiquant les pénalités encourues pour non-exécution.

I. Impact sur l'environnement

44. Le projet se classe dans la catégorie "B" étant donné que certaines des activités financées par les IM pourraient entraîner une pollution de l'environnement. Des mesures de suivi conformes à la législation en vigueur seront mises en place en collaboration avec l'Agence nationale de protection de l'environnement.

J. Caractéristiques novatrices

45. L'approche sectorielle adoptée par ce projet est innovante dans la mesure où elle entend contribuer à la réduction de la pauvreté en développant l'implantation des services financiers destinés aux pauvres en zone rurale et que l'impact sur les populations pauvres en sera renforcé par le biais d'un dispositif de ciblage novateur comportant trois grands axes. Des efforts concertés de recherche de partenaires mutuellement bénéfiques ont permis d'offrir toute une gamme de possibilités nouvelles, y compris la création d'une base de données commune (centrale) et d'un SGI qui pourrait en fin de compte devenir le système de gestion informatisé utilisé pour assurer le suivi de l'action nationale de réduction de la pauvreté. Trois dispositifs de responsabilisation sont envisagés: i) une procédure d'évaluation participative annuelle permettant d'organiser chaque année une consultation pour que la clientèle rurale puisse s'exprimer au cours des examens des résultats et de la planification; ii) des supports multiscrits multilingues permettront à un plus grand nombre de personnes d'accéder aux documents écrits; et iii) des coupons permettront aux clients ruraux de "payer" pour les services rendus par le personnel d'appui.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

46. Un accord de financement entre la République de Gambie et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel l'assistance financière proposée sera consentie au gouvernement bénéficiaire. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de financement négocié est joint en annexe.

47. La République de Gambie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

48. Je certifie que l'assistance financière proposée est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

49. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de Gambie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 150 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2046 ou avant cette date et assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Ce prêt sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds fera à la République de Gambie un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux cent quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (280 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ**

(Négociations conclues le 19 juillet 2006)

1. Le Gouvernement de la République de Gambie (le Gouvernement) a demandé un prêt destiné à financer le projet de financement rural. Le FIDA a accepté d'accorder au Gouvernement un don d'un montant de 280 000 DTS pour financer la composante exécution du projet.
2. Le Gouvernement mettra le montant du prêt et du don à la disposition du Secrétariat d'État à l'agriculture, conformément aux plans de travail et budgets annuels (PTBA). Le Secrétariat d'État à l'agriculture transférera les fonds disponibles et les autres ressources demandées au titre des PTBA aux institutions de microfinancement (IM), conformément aux accords conclus avec chacune de ces institutions pour l'exécution de la sous-composante relative à la ligne de crédit.
3. Outre le montant du prêt et du don, le Gouvernement mettra rapidement à disposition du Secrétariat d'État à l'agriculture et de chacune des autres parties au projet – en tant que de besoin et conformément aux PTBA – les fonds, installations, services et autres ressources qui pourraient se révéler nécessaires de temps en temps pour l'exécution du projet. Sans que cela ne limite le caractère général de ce qui précède, il mettra à la disposition du Secrétariat d'État à l'agriculture au cours de la période d'exécution du projet des fonds de contrepartie provenant de ses propres ressources, d'un montant total de 30 000 USD, pour couvrir les dépenses de la première année du projet qui ne sont pas couvertes par l'exonération des droits et taxes sur les importations, et reconstituera ensuite chaque année le compte de projet en y déposant les fonds de contrepartie prévus au PTBA pour l'année pertinente.
4. Le Gouvernement procédera à l'ouverture et à l'administration ultérieure, auprès de la Banque centrale de Gambie, d'un compte courant en monnaie locale aux fins du financement des interventions menées au titre du projet (le "compte de projet"). Le coordinateur du projet et le directeur financier et administratif de l'unité d'appui au projet (UAP) auront toutes les autorisations nécessaires pour administrer le compte de projet et leurs deux signatures seront requises pour tout retrait effectué sur le compte.
5. Les activités concernant la ligne de crédit seront assurées par l'UAP et les IM suivantes dans la zone du projet: les MVEC, l'Association de financement des femmes gambiennes, l'Association nationale des mutuelles de crédit et GAMSAVINGS. Les responsabilités de chacune des IM seront déterminées dans le manuel d'exécution du projet et dans les accords concernant chaque IM. Le coordinateur du projet de l'UAP conclura avec chaque IM un accord qui stipulera, entre autres, que:
 - a) Le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'UAP, mettra la ligne de crédit à la disposition de l'IM concernée.
 - b) L'IM déclarera son attachement aux buts et objectifs du projet et que, aux fins de leur réalisation, elle se chargera de l'exécution des activités du fonds, conformément à l'accord de financement du projet et aux règlements relatifs au crédit, qui seront annexés à l'accord relatif à l'IM concernée.
6. Le FIDA peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits des comptes du prêt et/ou du don en cas de réalisation de l'un des événements énoncés ci-après **étant entendu, toutefois**, que si la vérification des comptes requise n'a pas été achevée d'une manière satisfaisante dans un délai maximal de six mois après la date de soumission des rapports

financiers, le FIDA suspendra le droit du Gouvernement à demander des retraits sur les comptes du prêt et/ou du don.

- a) Le manuel d'exécution du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une révocation, d'un amendement ou autre modification sans l'agrément préalable du FIDA, et le FIDA a constaté que cette dérogation, suspension, révocation, amendement ou autre modification a eu, ou risque d'avoir, des conséquences matérielles défavorables sur le projet.
- b) L'un quelconque des accords subsidiaires ou l'une quelconque de leurs dispositions n'a pas été respecté ou a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans l'agrément préalable du FIDA, ce dernier estimant que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou autre modification a eu ou est susceptible d'avoir un effet préjudiciable sensible sur une partie quelconque du programme.

7. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, les participants au projet mettront en œuvre des pratiques appropriées de lutte antiparasitaire et, à cette fin, le Gouvernement veillera à ce qu'aucun des pesticides achetés ne soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, tel que révisé périodiquement, ou figure aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) et 2 (très dangereux) de la classification recommandée des pesticides selon les dangers présentés établie par l'Organisation mondiale de la santé et de la classification de 1996-1997, telle que révisée périodiquement.

8. Le Gouvernement veillera à ce que les activités de suivi et d'évaluation dans le cadre du projet soient utilisées comme un outil de gestion pour identifier les problèmes et y remédier ainsi que pour accroître l'impact du projet en élaborant des systèmes davantage adaptés aux besoins des bénéficiaires. À cet effet, le suivi et l'évaluation devront porter sur: a) le suivi interne de l'avancement de l'exécution; b) la participation des parties prenantes grâce à un processus adapté; et c) l'évaluation de l'impact. La tâche de suivi et d'évaluation du projet relèvera de la responsabilité de l'administrateur de l'UAP chargé du suivi et de l'évaluation. Les partenaires d'exécution, y compris les prestataires de services techniques, seront chargés de soumettre périodiquement des rapports à l'UAP. L'administrateur de l'UAP chargé du suivi et de l'évaluation établira une synthèse de toutes les informations utiles et établira les projets de rapports dans lesquels seront abordés, entre autres, les faits saillants et les difficultés rencontrés au cours de l'exécution du projet et les progrès concrets réalisés (produits ou résultats de Niveau 1). Les projets de rapports seront soumis à l'UAP deux semaines au moins avant la date limite de présentation des rapports précisée dans l'accord de financement du projet.

9. Le Gouvernement assurera le personnel clé du projet contre les risques de maladie et d'accident dans la mesure compatible avec ses lois nationales et pratiques habituelles.

10. Le Gouvernement veillera à ce que le montant du don et du prêt ne couvre aucun coût imputable aux taxes grevant l'importation, l'achat et la fourniture de tout bien et service financé par le don et le prêt. À cet effet, le Secrétariat d'État aux finances délivrera un certificat d'exemption de taxe et/ou constituera une provision budgétaire annuelle pour les taxes, selon ce qui est le plus approprié, qui sera reflété dans les PTBA.

11. Le Gouvernement veillera à ce que l'équité entre les sexes soit pleinement prise en compte dans toutes les activités du projet et que soit corrigé tout déséquilibre entre les hommes et les femmes dans la gestion du projet. Le projet fera en sorte que les femmes aient accès à un soutien financier.

12. Le Gouvernement veillera à ce que la ligne de crédit destinée au projet de financement rural et d'initiatives communautaires soit mise à la disposition de l'UAP pour les activités relevant de la

composante développement institutionnel des IM dans un délai de 90 jours à partir de la date d'entrée en vigueur.

13. **Conditions préalables au décaissement**

- a) Aucun retrait ne pourra être effectué tant qu'un système de comptabilité informatisé n'aura pas été mis en place et approuvé par le FIDA.
- b) Aucun retrait ne pourra être effectué tant que tout le personnel de l'UAP n'aura pas été choisi et recruté.
- c) Aucun retrait ne pourra être effectué tant que les manuels du projet n'auront pas été approuvés par le FIDA dans leur version provisoire, et qu'un exemplaire de ces manuels, tel qu'adopté par le comité de pilotage du projet (CPP), substantiellement dans la forme ainsi approuvée, et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent de l'organisme d'exécution, n'aura pas été transmis au FIDA.

14. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** L'accord de financement du projet entrera en vigueur une fois remplies les conditions suivantes:

- a) le CPP a été dûment créé;
- b) l'UAP a été dûment créée;
- c) le coordinateur du projet de l'UAP, le coordinateur adjoint du projet, le directeur financier et administratif, l'administrateur chargé du suivi et de l'évaluation, les deux administrateurs responsables des opérations sur le terrain et le comptable ont été dûment recrutés par l'organisme d'exécution et approuvés par le FIDA;
- d) le manuel d'exécution du projet a été approuvé par le FIDA dans sa version provisoire, et un exemplaire dudit manuel, tel qu'adopté par le CPP, substantiellement dans la forme ainsi approuvée, et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent de l'organisme d'exécution, a été transmis au FIDA;
- e) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et le compte de projet;
- f) le Gouvernement a déposé sur le compte de projet la première tranche des fonds de contrepartie, soit la somme de 10 000 USD;
- g) un projet de PTBA pour la première année du projet et un plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois ont été approuvés par le CPP et le FIDA;
- h) l'Accord de financement a été dûment signé, et sa signature comme son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et validées par toutes les mesures administratives et institutionnelles nécessaires; et
- i) un avis juridique favorable délivré par le Secrétaire d'État à la justice et Attorney général ou toute autre autorité juridique ayant l'agrément du FIDA, acceptable tant en la forme que sur le fond, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

GAMBIA

Land area (km² thousand) 2004 1/	10	GNI per capita (USD) 2004 1/	280
Total population (million) 2004 1/	1.48	GDP per capita growth (annual %) 2004 1/	5.4
Population density (people per km²) 2004 1/	148	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	14
Local currency	Dalasi (D)	Exchange rate: USD 1 =	28 D
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2004 1/	3.0	GDP (USD million) 2004 1/	415
Crude birth rate (per thousand people) 2004 1/	35	Average annual rate of growth of GDP (%) 1/ 2003	6.7
Crude death rate (per thousand people) 2004 1/	12	2004	8.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2004 1/	89	Sectoral distribution of GDP 2004 1/	
Life expectancy at birth (years) 2004 1/	56	% agriculture	32
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	14
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	5
Total labour force (million) 2004 1/	0.64	% services	54
Female labour force as % of total 2004 1/	42	Consumption 2004 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	11
School enrolment, primary (% gross) 2004 1/	79 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	75
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2004 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	14
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2004 1/	22
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2004 2/	19 a/	Merchandise imports 2004 1/	200
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2004 2/	17 a/	Balance of merchandise trade	-178
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2004 1/	8 a/	before official transfers 2004 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2004 1/	0.1 a/	after official transfers 2004 1/	n/a
Population using improved water sources (%) 2002 2/	82	Foreign direct investment, net 2004 1/	60
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	53	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2004 1/	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2004 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2004 1/	38	Total external debt (USD million) 2004 1/	674
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	25 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2004 1/	108
Food production index (1999-01=100) 2004 1/	69	Total debt service (% of exports of goods and services) 2004 1/	n/a
Cereal yield (kg per ha) 2004 1/	1 123	Lending interest rate (%) 2004 1/	37
Land Use		Deposit interest rate (%) 2004 1/	22
Arable land as % of land area 2004 1/	32a/		
Forest area as % of total land area 2004 1/	n/a		
Irrigated land as % of cropland 2004 1/	1 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2006

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

PREVIOUS IFAD FINANCING IN THE GAMBIA

Project Name	IFAD Approved Financing (US\$ '000)	Board Approval	Loan Signing	Loan Effectiveness	Current Closing	Project Completion Date	Cooperating Institution	Project Status
Jahaly and Pacharr Smallholder Project (JPSP – 77-GA – Id 77)	5 220	17/12/1981	22/06/1982	20/10/1982	30/06/1992	31/12/1991	AfDB	Closed
Agricultural Development Project (ADP – 144-GA – Id 144)	5 000	04/04/1984	14/05/1984	06/11/1984	30/06/1993	31/12/1992	World Bank: IDA	Closed
Small-Scale Water Control Project (SSWCP – S-21-GA – Id 452)	3 900	05/12/1989	25/01/1990	17/12/1990	30/06/1997	31/12/1996	UNOPS	Closed
Agricultural Services Support Project (ASSP – 312-GA – Id 312)	3 553	02/12/1992	09/12/1992	02/11/1993	30/06/1999	31/03/1999	World Bank: IDA	Closed
Lowlands Agricultural Development Project (LADEP – 375-GM – Id 428)	5 061	12/04/1995	20/12/1996	27/05/1997	30/05/2005	31/12/2004	AfDB	Closed
Rural Finance and Community Initiatives Project (RFCIP – 486-GM – Id 1100)	9 326	02/12/1998	18/02/1999	14/07/1999	31/12/2006	30/06/2006	IFAD	Completed
Participatory Integrated Watershed Management Project (PIWAMP – 633-GM – Id 1152)	7 085	21/04/2004	15/07/2004	16/05/2006	31/12/2014	30/06/2014	AfDB	Ongoing
TOTAL Assistance: 39 055 000								

AfDB = African Development Bank
 IDA = International Development Association
 UNOPS = United Nations Office of Project Services

LOGICAL FRAMEWORKS
Loan Programme – Logical Framework

NARRATIVE DESCRIPTION	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS (by gender and age wherever relevant)	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
DEVELOPMENT GOAL (IMPACT)	Level 3 indicators		
Create an enabling microfinance environment for rural poverty reduction	<ul style="list-style-type: none"> - No. of rural MFIs attaining operational and financial self-sufficiency (OFSS) - No. of rural households attaining household food security (HFS) 4 years out of 5 - Results and Impact Management System (RIMS): evolution of household assets (of men, women, youths; resaleables vs fixed) - RIMS: declining malnutrition among under-fives 	<ul style="list-style-type: none"> - M&E reports by MFD-CBG - National surveys of poverty/nutrition - Benchmark survey and impact assessments conducted using RIMS procedure - Village-level baseline surveys and participatory evaluation workshops - Poverty assessment (Consultative Group to Assist the Poor tool) 	<ul style="list-style-type: none"> - Continued political and economic stability - Government remains committed to poverty reduction through microfinance
PURPOSES (SPECIFIC OBJECTIVES)	Level 2 or Level 3 indicators		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Foster self-sustaining rural MFIs (VISACAs and NBFIs) 2. Ensure that MFIs have consolidated access to qualified support (refinancing, technical assistance, backstopping, lobbying, legal) 3. Forge partnerships with other projects, including those with grant resources for socio-economic infrastructure 4. Use IFAD loan proceeds cost effectively 	<ul style="list-style-type: none"> - No. of MFIs attaining OFSS during project lifetime (***) - Portfolio at risk (PAR) reduced to 5% for NBFIs and 2% for VISACAs (**) - Rate of increase of MFI membership (by vulnerable categories) (**) - Partnerships forged (**) - Synergies generated (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - Progress reports of the Rural Finance Project and other projects - Reports by MFD-CBG - Management Information systems (MIS) of partners, including MFD-CBG, MFPC and MFI apex organizations (GAWFA, NACCUG, VISACA Apex) 	<ul style="list-style-type: none"> - Other stakeholders will respond positively to opportunity for mutually reinforcing partnerships
EXPECTED OUTPUTS/OUTCOMES	RIMS: * = level 1; ** = level 2; *** = level 3		
1. VISACA network expanded and consolidated	<ul style="list-style-type: none"> - No. of functional VISACAs (*) - Evolution of savings deposits/lending (**) - No. of VISACAs attaining OFSS (***) - 2 regional networks established (*) - Apex organization established (*) - Uptake of apex services by member VISACAs, by type of service (**) - Apex organization is 100% supported by member VISACAs (***) - % of members/leaders of VISACAs satisfied with services, by type of service (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - MFD-CBG reports - PSU progress reports - Activity reports by MFIs - Reports by VISACA apex - Proceedings of annual participatory evaluations and annual consultation 	<ul style="list-style-type: none"> - VISACA concept will continue to be popular among the economically active in rural areas - Members/clients will continue to comply with the rules and regulations - VISACAs will be able to finance the apex
2. NBFIs having expanded their operations, thereby completing the coverage of rural areas by national MFIs	<ul style="list-style-type: none"> - No. and type of NBFIs strengthened (*) - No. and type of refinancing loans issued to VISACAs (**) - Repayment rates by VISACAs to NBFIs (**) - Repayment rates by NBFIs to line of credit (from RFCIP) - Profits from VISACA onlending operations (***) - Profits from NBFIs onlending operations (***) - Profits from NBFIs' own savings/lending operations 	<ul style="list-style-type: none"> - NBFIs apex bodies (GAWFA, NACCUG) - MFD-CBG - PSU periodic reports 	<ul style="list-style-type: none"> - MFIs will continue to retail refinanced loans under terms and conditions acceptable between parties - MFI clients will realize that continued access to NBFIs refinancing will be conditioned by repayment rates

NARRATIVE DESCRIPTION	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS (by gender and age wherever relevant)	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
3. MFIs have permanent access to strong expertise on microfinance and business development services (BDS) from local TSPs	<ul style="list-style-type: none"> - Capabilities of MFPC strengthened - No. of people trained as TSPs specialized in microfinance and BDS (*) - Uptake of TSP services by MFIs and members/clients, by type (**) - No. of contracts signed/renewed with External TSP (*) - No. of recommendations complied with (**) - Improved performances of MFIs (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - PSU periodic reports - MFPC periodic reports - Reports by MFIs/NBFIs and TSPs - Reports by External TSP 	<ul style="list-style-type: none"> - TSPs will have the background to benefit from the training in microfinance and BDS - Recommendations made by the External TSP will be complied with
4. No. of food-insecure households reduced by half in villages of mentors (community-based targeting mechanism)	<ul style="list-style-type: none"> - No. of mentors supported, by type (*) - No. of mentored and % of village total (**) - No. and type of financial products specifically developed for the mentored (**) - No. and type of pro-poor targeting experiences replicated (**) - No. and % of the households of the mentored attaining HFS (***) - No. and % of the households of the mentored reporting purchases of assets (***) - Evolution of child malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> - PSU periodic reports - Proceedings of annual participatory evaluations and annual consultation - Community scorecard (Community-Driven Development Project [CDDP]) - Impact assessments at mid-term review (MTR) and end of project 	<ul style="list-style-type: none"> - CDDP and other projects will allocate a share of their grant resources to the communities of mentoring <i>kafos</i> - Community-minded <i>kafos</i>, individuals and/or VDCs will mobilize to mentor the poor
5. IFAD loan proceeds used cost effectively	<ul style="list-style-type: none"> - Disbursements on schedule (*) - 80% of AWP/B targets attained (**) - Development goals and objectives attained (***) - Audits find nothing amiss (**) 	<ul style="list-style-type: none"> - PSU periodic reports - Activity reports by TSPs and partners - Annual audits - Annual participatory evaluations and annual consultation - RIMS-based impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> - Regular flow of funds from IFAD - Government will provide counterpart funds - Cost-sharing arrangements will be respected

ACTIVITIES BY COMPONENT

Component A – Institutional Strengthening of MFIs/NBFIs (VISACAs, NACCUG, GAWFA and GAMSAVINGS)

<p>A1 - VISACAs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Foster 10 new VISACAs in multi-purpose centres built by the Social Development Fund - Rehabilitate premises/security of selected VISACAs to Central Bank of the Gambia standards - Upgrade operations of 16 VISACAs (computers and motorcycles) - Intensive training programme for cashiers, members and management committees - Technical assistance for development of new financial products 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 new VISACAs fostered in the Social Development Fund - 70 VISACAs are fully functional by end of project (*) - Training programmes - Uptake of services offered by apex/TSPs (**) - Type of financial products offered (**) - Uptake of offered financial products (**) - No. of VISACAs attaining OFSS (***) - Annual audits find nothing amiss (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports by MFD-CBG) - PSU periodic reports - MFPC periodic reports (on training) - Apex body periodic reports (on microfinance activities) 	<ul style="list-style-type: none"> - VISACA concept has strong comparative advantage for delivering rural financial services - The Social Development Fund is willing to accommodate the new VISACAs in 10 of its 21 multi-purpose centres
<p>A2 – VISACA apex organization</p> <ul style="list-style-type: none"> - Foster 1 apex organization - Build premises for apex organization - Purchase means of transport, equipment and furniture for apex organization - Funds for training, study tours 	<ul style="list-style-type: none"> - Apex organization established (*) - Services offered to VISACAs (**) - Uptake of services by VISACAs (**) - VISACA performances improved (***) - Annual audits find nothing amiss (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - Apex body periodic reports - PSU periodic reports 	<ul style="list-style-type: none"> - VISACAs will generate sufficient resources to support the apex organization

NARRATIVE DESCRIPTION	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS (by gender and age wherever relevant)	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p>A3 and A4 – NBFIs (NACCUG & GAWFA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Purchase means of transport, computers and auxiliary equipment - Funds for training - Technical assistance (to develop new financial products) <p>A.5 – NBFI (GAMSAVINGS)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Same as for above but subject to initiation of rural operations <p>A6 – Onlending funds to MFIs (from RFCIP)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Loans made to VISACAs and repayment rates (**) - No. of functional credit unions (**) - No. of functional GAWFA groups (**) - No. of credit unions and GAWFA attaining OFSS (***) - Annual audits find nothing amiss (***) - No. of rural branches established (*) - Evolution of rural savings/loan operations - Evolution towards OFSS (**) - Annual audits find nothing amiss (***) - Loans made to VISACAs for onlending - Repayment rates 	<ul style="list-style-type: none"> - Periodic reports by NACCUG and GAWFA - Reports by MFD-CBG - PSU periodic reports - Periodic reports by GAMSAVINGS - Reports by MFD-CBG - PSU periodic reports - Activity reports by VISACAs - PSU periodic reports - Reports by managers of funds 	<ul style="list-style-type: none"> - NBFIs will continue to provide refinancing to the VISACAs (using savings from urban clients) - NBFIs will expand and consolidate own operations to enhance coverage of rural areas - GAMSAVINGS will establish rural operations - Government will transfer existing line of credit from RFCIP to the Rural Finance Project
Component B – Institutional Strengthening of Supporting Institutions (MFD-CBG, MFPC, GAMFINET, TSPs)			
<p>B1 – MFD-CBG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Review of rating criteria - Purchase of means of transport and computers - Upgrading of MIS - Upgrading of staff skills 	<ul style="list-style-type: none"> - Revised rating criteria (*) - Legislation is more enabling (**) - MIS is redesigned to reflect enabling/regulatory role of MFD-CBG (*) - Inspections duly carried out (**) - MFI/NBFI operations thrive (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports by MFD-CBG - Reports by External TSP - Revised rating criteria - Legislation - MIS - Activity reports by MFIs/NBFIs 	<ul style="list-style-type: none"> - Government will remain committed to the development of microfinance as an instrument for reducing rural poverty
<p>B2 – MFPC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Purchase of equipment (computers) - Training - Technical assistance for training modules and curricula for business development services (training of TSPs) 	<ul style="list-style-type: none"> - No. and type of training modules and curricula developed (*) - No. and type of courses organized (**) - No. of trainees (**) - Contracts for technical assistance - Qualified expertise is available to MFIs and/or their clients (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports by MFPC - PSU periodic reports 	<ul style="list-style-type: none"> - CDDP will participate/backstop development of training materials and curricula
<p>B3 – GAMFINET (networking, advocacy)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Redefine goals and mandate - Formulate strategic plan and programme - Training, study tours/attachments - Technical assistance 	<ul style="list-style-type: none"> - New goals, mandate defined (*) - Strategic plan and programme formulated (*) - MFIs/NBFIs increasingly professionalized (**) - MFI/NBFI clients have access to appropriate services (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - GAMFINET reports - Reports by External TSP 	<ul style="list-style-type: none"> - GAMFINET will play a useful role in MFI development (
<p>B4 – TSPs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contract MFPC to organize 4 courses for 20 persons in microfinance, BDS and preparation of VISACA financial records - Bi-annual backstopping visits by UNCDF - Environment impact assessments by National Environment Agency 	<ul style="list-style-type: none"> - 4 courses on BDS and preparation of VISACA financial records (*) - 20 persons trained (*) - No. of VISACA financial records adequately prepared (**) - No./type other services rendered by TSPs (**) - VISACA operations improve (***) - No. of UNCDF visits (*) - No. of environmental assessments done (*) - Corrective measures undertaken (**) - Absence of environmental damage (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports by MFPC - Reports by External TSP - PSU Periodic reports - Reports by National Environment Agency - Annual participatory evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> - CDDP will support MFPC for training of TSPs specialized in BDS

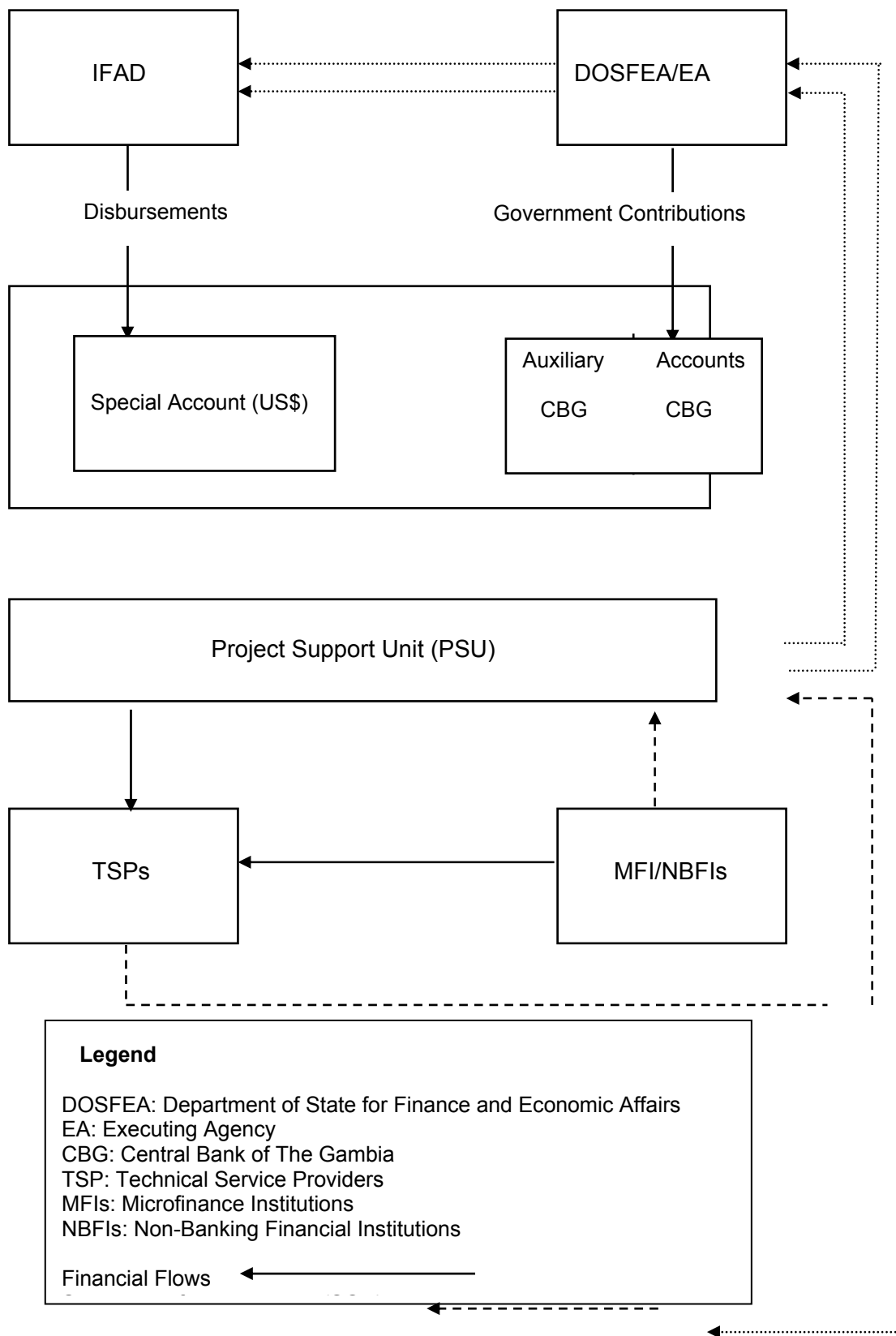
NARRATIVE DESCRIPTION		OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS (by gender and age wherever relevant)		SOURCES OF VERIFICATION		ASSUMPTIONS	
C. Implementation (Grant for External TSP; Project Support Unit)							
C1 – Grant for services by External TSP		<ul style="list-style-type: none"> - No. of contracts signed/renewed (*) - No. of visits made (per year/total) (**) - Recommendations complied with (**) - Evidence of improved MFI operations (***) 		<ul style="list-style-type: none"> - Reports by External TSP missions - Reports by MFD-CBG 		<ul style="list-style-type: none"> - External TSP has expertise that is not available in-country 	
C2 – Project Support Unit (PSU) <ul style="list-style-type: none"> - Establish Project Steering Committee (PSC) - Recruit PSU staff - Purchase means of transport, computers and other items for PSU Outsourcing <ul style="list-style-type: none"> - Implementing tasks - All M&E activities except internal monitoring - Physical handling of MIS/databases to highly qualified IT expertise - RIMS benchmark survey and impact assessments at MTR/end of project - Annual participatory evaluations at village level (sample) and holding of division-level workshops - Annual consultations - Enhance poverty outreach through community-based mentoring approach - Annual consultations with annual participatory evaluations procedure designed to enhance the voice of MFI clients 		<ul style="list-style-type: none"> - PSC established (*) - Attendance at PSC meetings (**) - Recommendations made/complied with (**) - Implementation firmly focused on goals and objectives (***) - PSU established (*) - Qualified staff recruited (*) - AWP/Bs prepared on time (**) - 80% of AWP/B targets achieved (**) - Procedures duly respected (**) - Project goals and objectives attained (***) - Performance-based contracts with TSPs, supporting institutions and other partners signed/complied with (**) - MIS and databases designed/implemented jointly with CDDP and other projects (*) - MIS and databases regularly updated (*) - Problems are detected and addressed (**) - Project goals and objectives attained (***) - Information campaign on the Rural Finance Project includes invitation to prospective mentors of people from food-insecure households (*) - No. of mentors applying/accepted (**) - No. of persons from food-insecure households able to save and hence join an MFI (**) - No. of households of mentored persons attaining food security 4 years out of 5 (***) - No. of sponsorships for matching grants (**) - Evolution of social indicators (***) 		<ul style="list-style-type: none"> - Minutes of PSC meetings - Project AWP/Bs - Project periodic reports - Reports by consultants and TSPs - Reports by External TSP - Local records (health, enrolments, food stocks at household and community levels, etc.) - Progress reports by contractual partners - Periodic reports by IT/TSP accompanying the updated electronic files 		<ul style="list-style-type: none"> - Project Coordinator will be a high-level senior professional with excellent networking and partnership-building skills - Deputy Project Coordinator will have a strong background in microfinance - M&E Officer will have appropriate background to guide/supervise outsourced M&E tasks as well as the strong analytical and writing skills needed to study the data and produce clear and concise reports - Field Operations Officer–Community will have appropriate background and skills to guide mentoring approach - Performance-based contracts will be enforced to the letter, particularly with respect to deadlines for submission of reports - Traditional, ubiquitous <i>kafos</i> will rise to a challenge that fits well with their traditional focus on solidarity and mutual assistance - Effort will attract village-wide support in order to qualify for help in obtaining the matching grants - Participatory procedure will not become a rubber-stamping exercise. 	
COSTS BY COMPONENT (US\$'000)		CATEGORY OF EXPENDITURE (including contingencies) (US\$'000)		FINANCING PLAN (including contingencies) (US\$'000)			
Component A	5 231	Civil works	262	IFAD Loan	6119		
Component B	750	Vehicles	671	IFAD Grant	400		
Component C	1 949	Equipment and goods	1 151	Government	952		
Base cost.	7 930	Training/Logistics	2200	Other (Line of credit RFCIP)	872		
Physical contingencies	270	Technical assistance	1185	Beneficiaries MFIs/TSPs	380		
Price contingencies	525	Studies	389	TOTAL	8 725		
TOTAL	8 725	Refinancing Facility	873				
		Supp. to Rur Fin Serv	26				
		Recurrent costs	1 969				
		TOTAL	8 725				

Grant Programme – Logical Framework

NARRATIVE DESCRIPTION	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS (by gender and age wherever relevant)	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
DEVELOPMENT GOAL	Level 3 indicators		
Enhanced accessibility of the rural poor to financial services to reduce rural poverty and improve livelihoods.	<ul style="list-style-type: none"> - No. of rural MFIs attaining OFSS - No. of food-insecure rural households attaining HFS - Evolution of household assets (controlled by men, women and youth – “resaleables”) - Declining malnutrition among under-fives 	<ul style="list-style-type: none"> - MFD-CBG periodic reports - National aggregates poverty/nutrition - Village-level baseline surveys and participatory evaluation workshops 	<ul style="list-style-type: none"> - Continued political and economic stability - Government remains committed to genuine poverty reduction through microfinance
PURPOSES (SPECIFIC OBJECTIVES)	Level 2 or Level 3 indicators		
1. Training and capacity-building of MFIs, 2. Training and capacity-building of MFPC to provide training of trainers to TSPs to quality assure them 3. Backstopping VISACA management committees on principles and practices of institutional governance, and establishment of apex body 4. Providing technical assistance on development of new savings and lending products to meet clients’ needs of MFIs 5. Providing technical assistance on MIS and M&E issues to MFIs 6. Ensuring that IFAD loan proceeds are used cost-effectively	<ul style="list-style-type: none"> - No. of MFIs likely to attain OFSS within 6 years - MFIs attaining lower levels of PAR, not exceeding the maximum standard of 2% for VISACAs, and 5% for NBFIs - No. of rural poor accessing financial services 	<ul style="list-style-type: none"> - GAMFINET annual reports - MFPC periodic reports - MFD-CBG periodic reports - MFI apex organizations (GAWFA, NACCUG, VISACA apex) - Poverty outreach measured by MFIs 	<ul style="list-style-type: none"> - Continued political and economic stability - Enabling regulatory environment for microfinance - External TSP performs as per contract
EXPECTED OUTPUTS/OUTCOMES	RIMS: * = level 1; ** = level 2; *** = level 3		
1. VISACA network consolidated and expanded, apex body established, credit union and group lending also targeted	<ul style="list-style-type: none"> - No. of functional VISACAs (*) - No. of apex organizations established (*) - Services provided to MFIs by apex organizations (**) - No. of VISACAs attaining OFSS (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - VISACA apex body - MFD-CBG - Progress reports of MFIs - GAMFINET annual reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Targeted MFIs utilize the project resources to build their capacities and pursue financial intermediation efficiently - Clientele of MFIs utilize financial services prudently and honour repayment terms accordingly
2. NBFIs strengthened to provide refinancing to rural financial institutions, as well as financial services to their own clientele	<ul style="list-style-type: none"> - No. and type of NBFI strengthened (*) - No. and type of refinancing loans to VISACAs (**) - VISACA repayment rates (**) - NBFIs repayment rates - Profits from VISACA onlending operations (***) - Profits from NBFIs onlending operations (***) - No. of NBFIs attaining OFSS(***) 	<ul style="list-style-type: none"> - NBFI apex bodies - MFD-CBG - GAMFINET annual reports 	<ul style="list-style-type: none"> - VISACAs agree to retailing refinanced loans under terms and conditions acceptable between parties - The level of onlending loans by MFIs sustained through excellent repayment rates by clientele
3. TSPs have strong skills in microfinance	<ul style="list-style-type: none"> - No. of TSPs strengthened (*) - No. and type of services by MFIs (**) - Decisions taken as a result (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - PSU periodic reports - MFPC periodic reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Performance-based contracts enforced to the letter with the external TSP supervising the contracts - MFPC have the skills in microfinance to provide training services - TSPs have the background to accept training in microfinance

NARRATIVE DESCRIPTION	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS (by gender and age wherever relevant)	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
4. External TSP backstopping to enable MFPC to assure TSP availability	<ul style="list-style-type: none"> - No. of contracts signed and renewed (*) - No. and type of services delivered (**) 	<ul style="list-style-type: none"> - External TSP - PSU periodic reports 	<ul style="list-style-type: none"> - TSP interested in acquiring skills - External TSP appointed is competent and diligent
5. IFAD loan proceeds used cost effectively	<ul style="list-style-type: none"> - 80% of AWP/B targets attained (**) - Development goals and objectives attained (***) - Audits find nothing amiss (*) 	<ul style="list-style-type: none"> - MFD-CBG - Repayments of MFIs - Operational self-sufficiency of MFIs increasing - PAR enhanced i.e. levels reduced to 5% for NBFIs and 2% for VISACAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Regular flow of funds from IFAD - Government will provide counterpart funds - Cost-sharing arrangements will be respected
6. Establishing effective M&E systems for MFIs to meet the reporting requirements of IFAD RIMS while helping project management take informed decisions	<ul style="list-style-type: none"> - No. of progress reports generated (*) - Management decisions taken arising out of MIS(**) - No. of MFIs attaining OFSS (***) 	<ul style="list-style-type: none"> - PSU progress reports - External TSP progress reports - CBG periodic reports, - Periodic reports of VISACA apex - Periodic reports of NBFi apexes 	<p>The MIS and M&E systems installed are efficient</p> <p>The staff recruited have the requisite backgrounds and are trainable</p> <p>Project management uses the information provided and gives feedback;</p> <p>The IT-TSP works effectively as per terms of reference</p>
Grant Programme management			
<p>1) Managing the grant programme</p> <p>2) Managing a pilot training fund</p> <p>3. Managing the process of establishing of a Capacity-Building Fund</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Programme visits as scheduled (*) - No. of progress reports prepared (*) - Achievement rate of TSPs' targets (**) - No. of trainees trained (*) - No. of VISACAs, TSPs and NBFIs trained (*) - Amount mobilized as seed capital for fund (**) - No. of development partners willing to contribute to the Capacity-Building Fund (**) 	<ul style="list-style-type: none"> - TSP progress reports - Supervision mission reports - PSU progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> - TSP hired is competent - Other donors willing to contribute to funding Central Bank of the Gambia

FLOW OF FUNDS



COSTS AND FINANCING

Table 1: Expenditure Accounts by Financiers (US\$)

	Gov't of		I F A D Loan		I F A D Grant		Participating		Other		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes	
	the Gambia						MFIs and TSPs									
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%				
I. Investment Costs																
A. Civil Works	39,331	15.0	222,876	85.0	-	-	-	-	-	-	262,207	3.0	104,883	117,993	39,331	
B. Vehicles	219,120	32.7	451,570	67.3	-	-	-	-	-	-	670,690	7.7	438,604	12,966	219,120	
C. Equipment and Goods	305,025	26.5	846,012	73.5	-	-	-	-	-	-	1,151,036	13.2	821,951	24,060	305,025	
D. Training																
Staff Training	-	-	936,017	100.0	-	-	-	-	-	-	936,017	10.7	-	936,017	-	
External Training	0	-	306,606	100.0	-	-	-	-	-	-	306,606	3.5	269,715	36,891	-	
Client Training	-	-	809,248	100.0	-	-	-	-	-	-	809,248	9.3	-	809,248	-	
Subtotal Training	0	-	2,051,871	100.0	-	-	-	-	-	-	2,051,871	23.5	269,715	1,782,155	-	
E. Logistic	-	-	-	-	-	-	147,978	100.0	-	-	147,978	1.7	-	147,978	-	
F. Technical Assistance																
Local Consultants	117,761	15.0	667,312	85.0	-	-	-	-	-	-	785,073	9.0	-	667,312	117,761	
Expatriate Consultants	-	-	-	-	400,000	100.0	-	-	-	-	400,000	4.6	-	400,000	-	
Subtotal Technical Assistance	117,761	9.9	667,312	56.3	400,000	33.8	-	-	-	-	1,185,073	13.6	-	1,067,312	117,761	
G. Studies	58,322	15.0	330,493	85.0	-	-	-	-	-	-	388,815	4.5	155,526	174,967	58,322	
H. Refinancing Facility	-	-	-	-	-	-	-	-	872,621	100.0	872,621	10.0	-	872,621	-	
I. Support to Rural Financial Services	-	-	25,945	100.0	-	-	-	-	-	-	25,945	0.3	-	25,945	-	
Total Investment Costs	739,558	10.9	4,596,079	68.0	400,000	5.9	147,978	2.2	872,621	12.9	6,756,237	77.4	1,790,680	4,225,998	739,558	
II. Recurrent Costs																
A. Salaries and Allowances	-	-	555,231	100.0	-	-	-	-	-	-	555,231	6.4	-	555,231	-	
B. Operations and Maintenance	119,956	15.0	536,993	67.1	-	-	142,759	17.9	-	-	799,708	9.2	239,912	439,840	119,956	
C. Office Running Expenses	92,084	15.0	430,912	70.2	-	-	90,900	14.8	-	-	613,896	7.0	161,589	360,223	92,084	
Total Recurrent Costs	212,041	10.8	1,523,136	77.4	-	-	233,659	11.9	-	-	1,968,836	22.6	401,501	1,355,294	212,041	
Total PROJECT COSTS	951,599	10.9	6,119,215	70.1	400,000	4.6	381,637	4.4	872,621	10.0	8,725,072	100	2,192,181	5,581,292	951,599	

Table 2: Expenditure Accounts by Components – Totals Including Contingencies (US\$)

	Institutional Strengthening of MFIs					Implementation							Total
	VISACA		NACCUG	GAWFA	GAMSAVINGS	ONLENDING FUND	Institutional Strengthening of supporting institutions			TSPs	EXTERNAL		
	VISACAs	Apex Body					MFD - CBG	MFPC	GAMFINET		TSP	PSU	
I. Investment Costs													
A. Civil Works	199,202	63,005	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	262,207
B. Vehicles	86,579	35,446	130,520	130,520	57,443	-	34,582	-	-	-	-	195,600	670,690
C. Equipment and Goods	305,849	38,536	219,306	384,511	72,080	-	17,820	53,683	-	-	-	59,252	1,151,036
D. Training													
Staff Training	739,892	4,447	53,853	17,594	7,283	-	-	10,594	-	34,445	-	67,910	936,017
External Training	-	24,126	45,023	45,023	-	-	28,201	22,883	5,532	-	-	135,819	306,606
Client Training	80,715	262,149	95,332	256,116	40,234	-	-	-	-	-	-	74,701	809,248
Subtotal Training	820,607	290,722	194,208	318,733	47,517	-	28,201	33,476	5,532	34,445	-	278,429	2,051,871
E. Logistic	147,978	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	147,978
F. Technical Assistance													
Local Consultants	-	97,014	-	-	-	-	-	106,441	83,838	327,260	-	170,521	785,073
Expatriate Consultants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	400,000	-	400,000
Subtotal Technical Assistance	-	97,014	-	-	-	-	-	106,441	83,838	327,260	400,000	170,521	1,185,073
G. Studies	219,898	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	168,918	388,815
H. Refinancing Facility	-	-	-	-	-	872,621	-	-	-	-	-	-	872,621
I. Support to Rural Financial Services	-	25,945	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25,945
Total Investment Costs	1,780,112	550,669	544,033	833,764	177,041	872,621	80,603	193,599	89,369	361,705	400,000	872,719	6,756,237
II. Recurrent Costs													
A. Salaries and Allowances	-	90,898	-	-	-	-	-	-	-	-	-	464,334	555,231
B. Operations and Maintenance	49,190	35,026	182,701	233,780	49,820	-	23,845	28,457	-	-	-	196,889	799,708
C. Office Running Expenses	77,288	53,406	108,139	144,133	35,663	-	-	34,088	-	-	-	161,180	613,896
Total Recurrent Costs	126,478	179,329	290,840	377,913	85,482	-	23,845	62,545	-	-	-	822,402	1,968,836
Total PROJECT COSTS	1,906,591	729,998	834,874	1,211,677	262,523	872,621	104,449	256,144	89,369	361,705	400,000	1,695,122	8,725,072
Taxes	185,830	60,807	140,264	197,105	51,179	-	21,302	39,574	12,576	49,089	-	193,873	951,599
Foreign Exchange	490,138	98,056	360,050	515,094	112,417	-	69,035	78,271	5,532	-	-	463,587	2,192,181

ORGANIZATIONAL CHART

